



**Y a-t-il une géopolitique des drogues  
en Amérique Centrale ?**

**Mémoire de géopolitique**

**du**

**chef d'escadron de gendarmerie J-Ph. Berillon**

dans le cadre du séminaire de géopolitique

« Amérique latine »

**Directeur de séminaire:**

M. François Thual

- mars 2006 -

# **SOMMAIRE**

---

## **INTRODUCTION**

### **PREMIERE PARTIE**

#### **L'isthme Centre Américain dans le trafic de stupéfiants.**

L'isthme centre américain, zone naturelle d'échange et de flux

Géographie des stupéfiants en Amérique centrale.

Le Mexique, une plaque tournante du trafic de stupéfiants aux portes des Etats-Unis.

### **DEUXIEME PARTIE**

#### **Continuum de la présence Américaine en Amérique centrale**

De la doctrine contre insurrectionnelle à la lutte contre la drogue.

Enjeux économiques et commerciaux des Etats-Unis en Amérique centrale.

Amérique centrale et nouvelle donne politique en Amérique latine.

### **TROISIEME PARTIE**

#### **L'accroissement du trafic de stupéfiants dans un contexte de fragile équilibre des dividendes de la paix**

Des sociétés toujours fragilisées par les inégalités.

Intégration régionale et lutte contre la délinquance.

Drogue et corruption.

### **CONCLUSION.**

# INTRODUCTION

De prime abord, il peut apparaître étrange de poser la question d'une géopolitique des drogues spécifique à l'Amérique Centrale.

En effet, cette problématique est généralement traitée dans un contexte plus large qui embrasse l'ensemble des pays d'Amérique latine, c'est-à-dire d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale, et par conséquent les pays producteurs de cocaïne de même que les régions de transformation, les filières et les principales routes d'exportations.

Alors, pourquoi donc s'arrêter plus particulièrement à cette zone géographique ; ne serait-il pas plus logique d'en rester à un schéma assez traditionnel, conservant ainsi une vision globale de la géopolitique des stupéfiants dans cette région du monde ?

Il est notable que la localisation géographique de l'isthme centraméricain, aux portes mêmes des Etats-Unis, lui fait occuper une position particulière et qu'il représente de même, un lien naturel entre les zones de production et l'Amérique du Nord, premier consommateur mondial de drogues.

Carrefour naturel, l'isthme est une zone d'échanges, de transits entre l'océan Atlantique et le Pacifique. Il est le lien direct entre Amérique du Sud et Amérique du Nord, mais aussi dans sa continuité avec l'Arc Caraïbes, avec les pays d'Europe.

Un autre aspect n'est pas sans peser un poids particulier : cette région centraméricaine, qu'il est nécessaire de visualiser du Mexique jusqu'à Panama, pour appréhender avec cohérence l'activité locale du trafic de stupéfiants, fait aussi partie de l'arrière cour des Etats-Unis. Ceci n'est pas neutre au regard de la philosophie de la stratégie de sécurité nationale Américaine.

Mais la spécificité d'une géopolitique des drogues propre à l'Amérique Centrale apparaît aussi plus clairement dès lors que l'on se penche sur la situation

démographique des huit<sup>1</sup> pays de l'isthme et sur les conséquences économiques, sociales et politiques du trafic de stupéfiants dans les pays de cette région.

Il est donc plus facile de comprendre à travers ce prisme et de la position particulière qu'elle occupe dans le trafic de stupéfiants les enjeux géopolitiques propres à cette région.

---

<sup>1</sup> Mexique, Guatemala, Belize, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama.

## PREMIERE PARTIE

---

### « L'isthme Centre Américain dans le trafic de stupéfiants. »

L'isthme Centre Américain présente la particularité géographique d'une position carrefour à la fois Nord-Sud, comme continuité territoriale entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, et Est-Ouest entre la mer des Caraïbes et donc l'océan Atlantique et le Pacifique grâce au canal de Panama. Cette position naturelle, mais surtout la présence du canal de Panama en fait une zone d'échanges commerciaux privilégiée et stratégique. Or, ces routes commerciales sont aussi celles permettant l'acheminement de la cocaïne produite en Amérique latine vers les marchés de consommation notamment Américain et Européen, et les Etats qu'elles traversent sont aussi devenus des zones de stockage ou de production secondaire.

#### **1.1 Panama : une zone naturelle et historique d'échanges et de flux.**

Avec seulement 2000kms de long l'isthme Centre Américain relie l'Amérique du Nord à celle du Sud, mais l'étroitesse de l'isthme en particulier au niveau de Panama en a rapidement fait une position stratégique identifiée comme telle.

*L'émergence d'un intérêt international pour l'isthme.*

Ce furent tout d'abord par les Espagnols, qui comprirent que la difficulté de la traverse terrestre de l'isthme restait malgré tout plus avantageuse que le contournement du Cap Horn par les navires qui transportaient l'or du Pérou vers l'Espagne. La construction d'un canal est même envisagée la première fois au début des années 1500, mais ne sera achevée que 400 ans plus tard.

Puis dès 1848, les Américains signent un traité leur donnant la gratuité d'accès à travers l'isthme ainsi qu'un droit d'intervention afin de pouvoir assurer si besoin la protection de toutes les installations de transit aménagées sur l'isthme. Grâce à ce traité les Etats-Unis construisent sur une concession de 100.000 hectares, une voie de chemin de fer reliant la côte Est à la côte Ouest. La circulation des personnes et des marchandises en fut ainsi grandement facilitée.

Les Français entreprennent à la fin du XIX<sup>ème</sup>. siècle, avec Ferdinand de Lesseps, la construction d'un canal qui donnera lieu, compte tenu du dépassement des moyens employés, au « scandale de Panama ».

#### *L'hégémonie Américaine sur la région.*

Les Américains reprennent alors le projet Français qu'ils modifieront et s'y impliquèrent dès après 1903. Théodore Roosevelt protégea le 03 novembre 1903 la sécession de la province alors colombienne, dans le but d'obtenir la construction du canal que lui refusait Bogota. Le 18 novembre 1903, le Panama concède par le traité de Buneau-Varilla, « *l'usage, l'occupation et le contrôle d'une zone de terrains pour la construction l'entretien et l'exploitation, l'assainissement et la protection dudit canal* ». Le canal de 81kms de long fut ouvert à la circulation maritime en 1914. Le succès commercial fut immédiat, l'intérêt stratégique augmenta d'autant et les Américains y installèrent le quartier général du commandement méridional des Etats-Unis.

Dans cette zone les Etats-Unis déployèrent 10.000 hommes. Le lieu devint le centre d'entraînement des forces armées américaines et d'Amérique latine, un centre d'espionnage continental, et plus tard une base d'appui aux opérations de contre-insurrection. Il servira de tête de pont aux opérations menées en Colombie, Bolivie, Grenade et particulièrement aux opérations menées dans les années 80 en Amérique Centrale.

Conformément au traité Carter-Torrijos, signé le 7 septembre 1977 au siège de l'Organisation des Etats Américains à Washington (qui donnait 20 ans aux USA pour assurer le transfert de la zone ainsi que de l'administration et du fonctionnement du canal) la souveraineté nationale Panaméenne est étendue au canal depuis le 31 décembre 1999.

Aujourd'hui les revenus générés par le canal représentent 12% du PIB Panaméen ; 14035 navires l'ont emprunté en 2004 soit environ 40 navires par jours, les ports possèdent les infrastructures les plus importantes de la région pour manutentionner le trafic conteneurisé.

Enfin l'activité marchande du canal a fait de Panama la 4<sup>ème</sup> place bancaire mondiale ; ceci n'est pas neutre et en fait un centre identifié de blanchiment de l'argent de la drogue.<sup>2</sup>

#### *Les autres alternatives au trafic commercial par le canal.*

Le canal reste encore un moyen bien géré et au coût de passage raisonnable, capable de faire face à l'évolution du trafic marchand des années à venir.

Cependant d'autres projets alternatifs sont étudiés afin de maintenir la capacité d'échange Est-Ouest au niveau de l'isthme. Des propositions avancées citons le projet routier de 225 kilomètres entre les ports du El Salvador et du Honduras, financé par des intérêts japonais. Un autre projet routier de 150 kilomètres est avancé entre les ports nicaraguayens de Punta Mono et Puerto Corinto. Le Mexique pour ce qui le concerne propose le potentiel des ferroviaire et routier entre les ports de Salina Cruz et Coatzacoalos. Ils montrent l'intérêt stratégique incontournable de l'isthme.

#### *Routes commerciales et trafic de stupéfiants.*

La culture du cocaïer est une tradition millénaire, son usage médicinal ou rituel remonte aux civilisations précolombiennes notamment sur les territoires de trois pays andins que sont le Pérou, la Bolivie et la Colombie. Les colonisateurs espagnols en découvrent rapidement les vertus et plus particulièrement celle de stimuler le travail des ouvriers agricoles et miniers et ils en développeront la production.

Mais il ne faut pas oublier que c'est la demande de l'industrie pharmaceutique Allemande, Japonaise et Hollandaise qui fait exploser au XIX<sup>ème</sup>. siècle la culture de la coca ainsi que le développement de cette culture à Java et à Taïwan.

Aujourd'hui environ 200.000 hectares produisent 300.000 tonnes de coca dont est tiré 1000<sup>3</sup> tonnes de cocaïne.

---

<sup>2</sup> Chaque jour dans le monde se « blanchit » environ un milliard de dollars.

L'exportation de la production destinée au marché Nord Américain se partage entre la route des Caraïbes (Haïti et Saint Domingue) et la route de l'Amérique centrale avec en particulier les débouchées sur la frontière américano-mexicaine. Grâce à la « Pan American Highway » route terrestre traversant toute l'Amérique Centrale. L'isthme permet de rejoindre par voie routière les Etats-Unis, à travers le Costa Rica, le Nicaragua et le Honduras, avant d'arriver au Mexique.

Depuis le 11 septembre, le renforcement des contrôles sur la frontière américano-mexicaine à quelque peu modifié, à la baisse, la quantité de stupéfiants introduite aux Etats-Unis au travers de cette frontière. Mais il n'a pas eu véritablement de remise en cause de l'utilisation, et encore moins de l'existence, de cette route de transit de drogue.

L'importance du trafic commercial dans cette région permet de mieux comprendre la difficulté des autorités à déceler les exportations de cocaïne dissimulée dans le flux énorme de containers et de cargos marchands circulant et transitant à Panama.

Ceci fait donc de ce mode de transport un moyen parfois tout aussi efficace que celui d'utiliser des « routes sauvages » ou selon la formule du géographe Pierre-Arnaud Chauvy « d'anti-routes »<sup>4</sup> qui présentent l'avantage d'offrir plus de sécurité parce qu'elle évitent les zones habituelles de contrôle policier et douanier, certes en demandant une logistique plus importante mais aussi en justifiant des prix plus élevés.

Dans tous les cas de figures il répond à la nécessaire diversification des routes maritimes, aériennes<sup>5</sup>, et moyens de transport afin de contrer le renforcement des mesures de contrôle internationales.

---

<sup>3</sup> Un kilo de « coke » pure se vend 500 € en Colombie, 9000€ à Miami, 13000€ à New York, et de 22 à 25000€ en Europe.

<sup>4</sup> « la route est à ce titre un objet tout autant géographique que politique en ce qu'elle est créatrice, génératrice, d'accès » dans *Les territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'or et du Croissant d'or*, Geneve, Olizane, 2002, P.241-244.

<sup>5</sup> Un atterrissage sur une piste de fortune est payé 50 000\$.

## 1.2 Géographie des stupéfiants en Amérique Centrale.

Les huit pays d'Amérique Centrale, Mexique, Guatemala, Belize, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panama, sont touchés de façon diverse par le trafic de stupéfiants.

Certains sont des routes de transit de drogues, de blanchiment ou de culture, d'autres constituent une étape dans la transformation de la coca et accueillent des laboratoires ou des lieux de stockage avant la redistribution de la drogue en direction des marchés Américain ou Européen.

*Développement des zones de production en Amérique Centrale.*

Alors que les zones de production originelles de drogues se concentrent autour de la région andine<sup>6</sup>, leur culture et leur exploitation connaît deux phases de développement sur le continent.

Les années 80 connaissent une propagation de l'exploitation de la coca aux pays voisins de la Colombie (Brésil, Chili, Guyanes, Venezuela, Paraguay...) mais c'est surtout à partir d'août 1989, avec la déclaration de guerre du gouvernement Colombien au Cartel de Medellin<sup>7</sup> que l'on constate une irradiation de l'activité à l'isthme Centre Américain, en particulier à Panama, au El Salvador et au Guatemala.

La culture du pavot et du cannabis développée, au départ, dans la région andine est aujourd'hui installée au Mexique, au Guatemala et au Belize, au Nicaragua, au Costa Rica et au Panama.

Au Nicaragua, les régions de Carrasco et Matagalpa au Nord du pays sont particulièrement touchées par le développement de ces cultures. Dès 1998, une première opération permettait l'arrachage de 138.000 pieds de marijuana puis la destruction d'une plantation de 75 hectares la même année.

Au Costa Rica, la marijuana est cultivée sur l'ensemble du territoire et en particulier dans les zones montagneuses principalement pour la consommation locale.

---

<sup>6</sup> Pérou, Bolivie, Colombie.

<sup>7</sup> Assassinat du candidat du Parti Libéral aux élections présidentielles en Colombie, le 18 août 1989 ;

L'opération « Central Strike »<sup>8</sup> en 1999 permettait la destruction de 1,6 millions de plants et de saisir 1,570 t. de marijuana.

Au Mexique, alors que le pays a obtenu sa « certification » par l'administration Américaine en matière de lutte contre les stupéfiants, les récoltes locales de pavot et de marijuana restent conséquentes, en particulier dans la zone de la Sierra Madré.

Dans la sierra du Sinaloa, les autorités Mexicaines et la DEA ont identifié 80 groupes armés qui surveillent la culture d'immenses plantations de drogue (Marijuana et pavots).

En 2001, alors que plus de 15.000 hectares de plants étaient détruits environ 4.400 autres produisaient 71t d'opium. Pour la même année, le Mexique produisait 7400t. de cannabis alors que plus de 33.000 hectares étaient détruits.

Il faut surtout noter que si de 1999 à 2000, la destruction de zones de production est constante, la production d'opium n'est pas endiguée et croît de 43 à 71t., tout comme celle de cannabis qui passe de 6700 à 7400t.<sup>9</sup> D'une façon générale, tous les observateurs s'accordent sur le fait que sur les dix années (1991-2001) le rythme de transit des drogues, héroïne, cocaïne, cannabis, ne s'est pas ralenti.<sup>10</sup>

Cependant, même s'ils ne sont pas tous des zones de production de drogue, tous les Etats Centre Américains sont à un niveau ou à un autre concernés par les filières de trafic de stupéfiant.

#### *Une présence intégrée des réseaux de trafic de drogue dans l'isthme.*

Sauf pour ce qui concerne la culture du cocaïer, il est possible d'identifier en Amérique Centrale tous les niveaux du trafic de stupéfiants. De la production au blanchiment en passant par la transformation et l'écoulement, tous les pays sont concernés.

Au-delà des zones de productions que nous venons de voir, le Mexique et Panama sont les deux principaux pays impliqués dans le blanchiment de l'argent de la drogue ainsi que dans son traitement. En 2000, Panama aurait blanchi près de 5 milliards de dollars, Les importations de précurseurs confirment bien la présence de laboratoires de chlorhydrate de cocaïne et d'héroïne installés au Guatemala et au Mexique notamment le long de la côte Pacifique ainsi que sur celle faisant face au Golfe du Mexique. Les

---

<sup>8</sup> Opération conjointe entre forces gouvernementales et unités des Etats-Unis.

<sup>9</sup> Source : United States Departement State « International Drug Strategy Repport » stats. 1993-2001.

<sup>10</sup> Alain Labrousse, in *Dictionnaire Géopolitique des Drogues*, de Boeck, Bruxelles, 2003.

sources du bureau de la DEA<sup>11</sup> de Guatemala city confirment qu'environ 75% de la drogue qui entre aux Etats-Unis transite par le Guatemala, en étroite collaboration avec les syndicats du crime Mexicains et Colombiens.

Mais le Mexique reste le pays le plus marqué par la problématique du trafic de stupéfiants en Amérique Centrale.

### **1.3 Le Mexique, une plaque tournante du trafic de stupéfiants aux portes des Etats-Unis.**

Bien que le Mexique ne puisse être qualifié de narco-Etat, les profits de la drogue ne représentant qu'une fraction marginale de son économie légale, il est certainement aujourd'hui la plus grande plaque tournante mondiale de substances illicites.

*Des exportations en expansion constante.*

Le Mexique se trouve être, du fait de sa position géographique, le centre des exportations qu'elles soient en provenance d'Amérique Centrale (zones de production) ou des Caraïbes (zones de transit).

Mexico peine à contrôler les 10 000 kms de côtes et ses 3500 kms de frontières terrestre avec les Etats-Unis<sup>12</sup>. Grace aux travaux de la DEA, Washington a pu établir des évaluations assez précises sur les substances produites ou transitant par le Mexique, qui font de ce pays le premier pays de transit de cocaïne produite en Amérique latine, à destination des Etats-Unis, mais pas exclusivement. Dans des proportions assez semblables que pour le Guatemala, environ 75% de la cocaïne qui entre aux Etats-Unis passe par le Mexique<sup>13</sup>.

En effet, une part croissante de cette drogue est exportée vers l'Europe, via l'Espagne. En dépit des efforts importants réalisés par la Guardia Civile et la Police Espagnole pour contrer cet afflux, la proximité linguistique a incité nombre de trafiquants à

---

<sup>11</sup> Drug Enforcement Administration.

<sup>12</sup> Entre 1994 et 2000, les autorités mexicaines ont saisi environ 142t de cocaïnes, 5513t de marijuana, 1066t d'héroïne et 1713t d'opium, 358kgs de méthamphétamine ; en outre 52516 personnes ont été arrêtées. Cependant les efforts déployés n'empêchent pas l'augmentation locale en hausse croissante ni la forte corruption au sein des forces armées et de police en charge de la lutte contre le trafic de stupéfiants.

<sup>13</sup> Le montant annuel des ventes de drogues entrant aux USA atteint 50 milliards de \$.

diversifier leurs exportations par ce biais, face aux difficultés croissantes rencontrées aux Etats-Unis, montrant la réactivité et l'importance des cartels Mexicains.

### *Les cartels Mexicains.*

La notion de cartels est surtout associée aux organisations criminelles colombiennes spécialisées dans le trafic de stupéfiants ; c'est oublier que ces organisations criminelles sont présentes au Mexique depuis le début des années 1970 et qu'elles se livrent aujourd'hui une lutte à mort pour le contrôle des différentes villes mexicaines.

Historiquement le premier cartel fut celui de Guadalajara, créé par Miguel Angel Felix Gallardo, ancien policier s'étant « reconverti » dans des réseaux de distribution d'héroïne qui montera ses propres laboratoires de transformation de cocaïne en s'associant avec Rafael Caro Quintero.

*Aujourd'hui les noms de Juarez et de Tijuana sont les plus évocateurs lorsque l'on parle des cartels mexicains. Le territoire est découpé depuis les années 1990 entre sept cartels qui se partagent le trafic sur le pays. « Depuis dix ans, des organisations de trafiquants mexicains contrôlent une part de plus en plus importante du marché, introduisant clandestinement la drogue du Mexique par la frontière terrestre et contrôlant les réseaux de distribution dans tout l'ouest et le midwest des Etats-Unis. »<sup>14</sup>*

A partir de la frontière américaine, d'Est en Ouest, opèrent les cartels de Tijuana, de Clemente Coto Pena, de Juarez et celui d'Amado Carrillo Fuentes. Sur la côte Pacifique ce sont les cartels « du Golfe » et d'Amado Carrillo Fuentes, sur la côte pacifique celui de Sinaloa et d'Emiliano Quintero Payan.

La lutte pour le contrôle des territoires est sans merci, en particulier entre le Cartel de Tijuana et celui de Juarez. *« C'est une véritable guerre que se livrent les différents cartels mexicains. Ils sont en train de se détruire »*, annonce le chef de la lutte antidrogue, José Luis Santiago Vasconcelos qui dirige, au ministère de la Justice, le Bureau d'enquêtes spécialisées sur la délinquance organisée (Siedo). En octobre 2004, on comptait déjà 1 000 morts : trois par jour. Cette guerre de territoires a démarré après l'arrestation par les policiers fédéraux mexicains de plusieurs leaders de ces cartels, dont celle d'Osiel Cárdenas Guillén, en mars 2003, qui dirigeait le cartel du Golfe (sur la côte caraïbe). Les chefs de cartels encore en liberté, comme les frères Carrillo Fuentes

---

<sup>14</sup> Rapport annuel de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime organisé, 2003.

(Ciudad Juárez) et Arrellano Felix (Tijuana), se disputent les différentes villes clés à coups d'alliances et d'assassinats. En janvier 2006, 63 meurtres sont perpétrés et à porter directement au crédit des trafiquants de drogue. Le procureur général de la République, Rafael Macedo de la Concha, reconnaît la difficulté de sa police à empêcher cette violence. Il a expliqué dans une conférence de presse, qu'il s'agit «*d'une recomposition entre les 7 cartels de la drogue à la recherche de nouveaux leaders dans les zones laissées vacantes par les meurtres ou les arrestations et de la fièvre des organisations criminelles pour tenter d'agrandir leurs territoires*».

En février 2006, Benjamín Arellano Félix « baron de Tijuana » est arrêté et son frère Ramón tué, marquant ainsi la dislocation du cartel de Tijuana, la plus importante et la plus sanguinaire organisation de narcotrafic du pays. Cependant, les diverses opérations menées par la police mexicaine contre les organisations qui assurent le trafic de drogue vers les USA et l'arrestation de nombreux dirigeants de cartels, « *le cartel de Juarez a jusqu'ici été pratiquement épargné* »<sup>15</sup>.

Ainsi, l'Amérique Centrale montre qu'en conservant son rôle majeur de zone de transit du trafic de stupéfiants en direction des Etats-Unis et l'Europe, elle est aussi devenue un territoire de production, de transformation, de blanchiment et de distribution de la drogue. Les organisations mafieuses, notamment au Guatemala, au Honduras et au Panama, ou les cartels Mexicains, se livrent une lutte à mort pour contrôler ces territoires devenant ainsi un facteur déterminant de déstabilisation à la porte des Etats-Unis.

---

<sup>15</sup> Revue de presse MILDT, 2 .février 2006.

## DEUXIEME PARTIE

---

### « Continuum de la présence Américaine en Amérique Centrale. »

Les ambitions et le positionnement géopolitique des Etats-Unis sont marqués de façon exacerbée par la notion d'intérêt national Américain, mais aussi par la vision idéaliste du rôle mondial qu'ils se doivent d'assumer. Cet idéalisme, qui inspire profondément la Constitution des Etats-Unis, permet de comprendre le sentiment de mission messianique dont est porteur cette nation et l'affirmation de son rôle mondial. Le président Wilson assurait que Dieu avait créé les Etats-Unis « pour guider les nations du monde sur le chemin de la liberté ».

Cette notion d'intérêt national, bien souvent confondue avec la notion de sécurité nationale, prend forme dans la définition des régions stratégiques que souhaitent, sinon contrôler, au moins surveiller les Etats-Unis.

L'engagement militaire Américain en Amérique Centrale montre bien qu'il est hors de question pour la Maison Blanche de ne plus contrôler ses pays qui font partie de sa zone d'influence. Il doit être compris dans le contexte de l'application de la doctrine de Monroe, qui s'opposait aux ingérences sur le continent américain de nation, et aujourd'hui d'organisations, extérieures, et par la même veillait à la stabilité des régimes voisins.

L'Amérique Centrale, est une des ces régions stratégiques où le continuum de la présence Américaine traduit bien la vision de puissance des Etats-Unis, conjugaison constante des intérêts stratégiques, économiques et politiques.

Elle s'est traduite par la mise en œuvre de la politique de lutte anti-insurrectionnelle par Washington pour contrer les mouvements révolutionnaires et la « marxisation » de l'isthme et s'est prolongé en matière de lutte contre la drogue. Elle s'exprime aussi dans les intérêts commerciaux des multinationales

Américaines dans la région, et il reste à savoir si le virage politique sud américain engagera Washington à transformer l'isthme en « zone tampon » du libéralisme Américain.

## **2.1 De la doctrine contre-insurrectionnelle à la lutte contre la drogue.**

La présence de troupes Américaines, de conseillers techniques et de services de renseignements marque par sa continuité, la volonté de Washington de ne laisser à aucune autre puissance régionale ou internationale le contrôle de sa « zone d'influence ». Dès lors, la politique des gouvernements successifs, républicains ou démocrates, trouvera la justification de sa présence dans l'isthme tout autant dans sa détermination à contrer le « danger communiste », que dans la mise en œuvre de son dispositif de lutte contre le trafic de stupéfiants.

### *La lutte contre les mouvements révolutionnaires.*

Les années 1970 sont marquées, pour l'Amérique Centrale, par l'effritement d'un modèle de domination politique marqué par la militarisation des régimes et la montée des mouvements révolutionnaires marxistes. Ces mouvements créent une zone de déstabilisation régionale aux portes même des Etats-Unis.

Washington s'est donc engagé dans la lutte anti-insurrectionnelle à base d'opérations clandestines en entraînant les forces de pays amis. Il s'agit de conjuguer les intérêts des gouvernements en place, avec ceux des USA. C'est en particulier le cas du Nicaragua, dont l'évolution sera, jusque dans les années 1990, déterminante et directement liée à la politique des Etats-Unis en Amérique Centrale.

Washington a financé, conseillé et entraîné « la contra » pour chasser les sandinistes du pouvoir et l'a utilisée pour amener le peuple nicaraguayen à voter pour les renvoyer dans l'opposition. Il était en effet, hors de question que le Nicaragua devienne un « second Cuba » ; justifiant ainsi la politique anti-insurrectionnelle menée en Amérique Centrale par Reagan.

Au Salvador et pour les mêmes raisons, c'est aussi l'option militaire (« Plan Reagan ») qui a été retenue pour chercher à briser le Frente Farabundo Martí de Liberation

Nacional (FMLN), malgré certaines opportunités de dialogue qui dans les années 1980 auraient pu engager un processus démocratique<sup>16</sup>.

Les États-Unis ont donc eu recours aux opérations clandestines<sup>17</sup> menées par du personnel d'organismes gouvernementaux pour tenter d'influencer la situation politique et militaire dans d'autres pays. Les archives publiques indiquent que les États-Unis ont pratiqué ce genre d'interventions pour empêcher certains groupes ou personnalités politiques de prendre le pouvoir ou de s'y maintenir, au détriment des intérêts des États-Unis et de nations amies.

Il faudra attendre 1987, pour que les États-Unis changent de portage et se rapprochent du « plan Arias », pacification et démocratisation, lors de la réunion d'Esquipulas II.

<sup>18</sup>En mars 1999, le président W. B. Clinton, à l'occasion d'un sommet entre dirigeants au Guatemala, s'est exprimé sur les « complicités » avec les militaires locaux par le biais des « conseillers militaires » américains : *"Pour les États-Unis, dira le président Clinton, il est important que je déclare clairement que le soutien aux unités militaires et de renseignement impliquées dans des actes de violence et de répression extensifs était une erreur que nous ne devons pas répéter..."*

*La lutte contre la drogue : permanence de la présence Américaine dans l'isthme.*

Force est de constater que la fin de la guerre froide ne marque pas pour autant la fin de la présence militaire dans l'isthme.

C'est cette fois, au nom de la lutte contre un trafic considéré comme la plus grave menace pour la sécurité nationale nord-américaine depuis le "danger communiste", que le Pentagone justifie le recours aux forces armées et la militarisation de la lutte antidrogue afin de légitimer son intervention dans sa zone d'influence, l'isthme. Mais c'est aussi en référence même de la doctrine de « sécurité nationale » que cet interventionnisme est justifié car il s'agit en effet de protéger la population Américaine du fléau sanitaire que représente la drogue.

Les cartels de la drogue, les mafias internationales sont à ce titre directement concernées.

---

<sup>16</sup> « Plan de paix pour la région Amérique Centrale » présenté par le Président Arias (Costa Rica) en 1986, (EsquipulasI)

<sup>17</sup> République dominicaine en 1965, à la Grenade en 1983 et au Panama en 1989, Guatemala en 1954.

<sup>18</sup> Les accords de paix et le processus d'Esquipulas prévoyait la réinsertion sociale des forces irrégulières armées et la réduction es forces armées.

Washington s'est engagé dans une militarisation croissante de l'isthme Centre Américain afin d'asseoir son contrôle, militaire, politique et économique sur la région. Cette stratégie s'est en particulier traduit par le renforcement des bases militaires existantes et par la création de nouvelles structures, comme à Comalapa au El Salvador, Soto de Cano au Honduras ; mais aussi par la formation des militaires latino-américains, les ventes d'armes, l'installation de systèmes de surveillance et d'espionnage. En 2004, le général James Hill, responsable du commandement sud (forces US couvrant l'Amérique latine) a demandé au Congrès d'augmenter le poste budgétaire de 800 millions de dollars pour ses activités en Amérique du Sud, Centrale et aux Caraïbes. Il classe comme « terrorismes traditionnels » les guérilleros et les trafiquants de stupéfiants. Ceci explique sans doute la confusion des moyens mis à disposition du gouvernement Mexicain dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, puisqu'ils ont aussi servi à lutter contre la rébellion Zapatiste dans le Chiapas.

## **2.2 Enjeux économiques et commerciaux des Etats-Unis en Amérique Centrale.**

Les autorités centraméricaines assistent, consentantes ou non, à la relégation d'un projet non abouti d'indépendance régionale et de développement démocratique, au bénéfice de la suprématie économique des Etats-Unis qui trouve, dans la région, une main d'œuvre bon marché et des conditions très favorable à l'installation de leurs entreprises, notamment dans le cas du textile et de l'agroalimentaire. Les USA considèrent en effet, que les enjeux économiques sont une partie intégrante de la politique de sécurité nationale.

### *Enjeux économiques et politique de sécurité nationale Américaine.*

L'esprit dans lequel les négociations commerciales sont aujourd'hui envisagées par les USA méritent d'être souligné, tant la politique commerciale apparaît désormais comme une composante essentielle de la sécurité intérieure. À preuve, le texte de la loi

commerciale entrée en vigueur en 2002<sup>19</sup> ouvre sur les attendus (« *findings* ») suivants : « *l'expansion du commerce international est indispensable au maintien de la sécurité nationale des États-Unis (...) Les accords commerciaux servent aujourd'hui les mêmes buts que les pactes de sécurité durant la Guerre froide. (...) La sécurité nationale des États-Unis dépend de sa sécurité économique qui, à son tour, repose sur une structure industrielle vibrante et en pleine croissance.* » Quant au renforcement du cadre légal, il passe par la définition, secteur par secteur, des principaux objectifs des négociations commerciales. Par exemple, pour le commerce des services, l'objectif principal est de « *réduire ou d'éliminer les barrières au commerce international, y compris les barrières réglementaires et autres, qui nuisent à la pleine reconnaissance du traitement national et de l'accès au marché.* »

Les pays d'Amérique Centrale sont particulièrement affectés par la détérioration des termes de l'échange sur le plan mondial, la baisse des prix des matières premières, la hausse des taux d'intérêts qui aggrave le problème du paiement de la dette.

L'entrée de cinq pays d'Amérique Centrale<sup>20</sup> dans l'accord de libre échange avec les Etats-Unis (ALEAC) en 2003 s'est traduit par une croissance du PIB somme toutes modérée,<sup>21</sup> alors que le taux de chômage reste conséquent : 7,8% et 46,5% de sous-emploiement au Nicaragua, 28,5% au Honduras et au Salvador, 6,6% au Costa Rica, 3,2% et 25% de sous-emploiement au Mexique, 7,5% au Guatemala mais avec 75% de la population en dessous du seuil de pauvreté.

En revanche, ces accords sont marqués par un déséquilibre : la fin des monopoles nationaux des pays de l'isthme, en particulier pour les communications, et l'abaissement progressif des barrières tarifaires. Les quotas, lorsqu'ils seront imposés sur certains produits, aux Etats-Unis, font alors l'objet d'une augmentation annuelle constante.

Envisagée par ses promoteurs comme un facteur de stabilité monétaire et d'attraction d'investissements étrangers, la mesure qui consiste à créer les conditions d'une disparition progressive des monnaies nationales au bénéfice du dollar est surtout révélatrice de l'entrée en ordre dispersé des pays centraméricains dans la zone de libre-

---

<sup>19</sup> « Bipartisan Trade Promotion Authority Act of 2002 ».

<sup>20</sup> Guatemala, Salvador, Honduras, Costa Rica, Nicaragua.

<sup>21</sup> De 2002 à 2004 : en moyenne de 2,5 pour l'ensemble des Etats, sauf pour le Costa Rica qui atteint 4,5.

échange continentale (ZLEA) en construction ; et donc de l'échec des multiples tentatives historiques d'unification communautaire de l'Amérique centrale.

*Une main d'œuvre « de proximité » bon marché.*

Plus de 330.000 travailleurs, principalement des femmes, travaillent dans des usines d'assemblage de vêtements établies en zones franches appelées "maquilas" dans les pays comme le Salvador, le Nicaragua, le Honduras ou le Guatemala.

Développé dans les années 60 au Mexique, le « maquila business » a progressivement essaimé en Amérique centrale. A partir de 1991, le nombre des entreprises y a crû vertigineusement, grâce à diverses lois et notamment à l'Initiative pour le bassin des Caraïbes, mise en place à l'instigation de Washington. Il s'agit, pour ces maquilas installées dans les zones franches (ou zones libres, ou parcs industriels), d'importer de la matière première et des produits semi élaborés, d'effectuer les opérations d'assemblage les plus élémentaires, de réexporter et de vendre les produits finis au prix fort, essentiellement aux Etats-Unis - l'Amérique centrale se consacrant quasi exclusivement à la confection (chemises, jeans, tee-shirts, etc.).

Les employeurs ont ainsi toute latitude pour imposer la main-d'œuvre, en grande majorité féminine, des semaines de 60 à 70 heures, avec des salaires particulièrement bas. Le Nicaragua, dernier arrivé sur le marché (1990) compte 13.000 travailleurs, le Mexique, précurseur, en compte près de 800.000; le Guatemala, 175.000; le Honduras, de l'ordre de 90.000; le Costa Rica et le Salvador, 50.000 chacun; et le Panama 1.200, travaillant sous contrat avec des compagnies géantes<sup>22</sup>,

Pour attirer devises et capitaux étrangers, combattre le chômage et « dynamiser l'économie », les pays d'accueil déroulent le tapis rouge : infrastructures, routes, installations portuaires ; téléphone, eau, énergie bon marché ; exemption des droits de douane à l'importation et à l'exportation. Les ventes et productions qui s'effectuent à l'intérieur de la zone franche (pan du territoire national totalement clos, sans population résidente et avec caractère d'extraterritorialité), les immeubles et établissements de cette dernière, demeurent exemptées de tout impôt, de la taxe municipale et foncière à l'impôt sur les bénéfices ou les revenus.

---

<sup>22</sup> - J. C. Perney, Sears amp ; Roebuck, Walmart et Montgomery Ward.

Dans les faits, et dans toute l'Amérique centrale, la zone franche et la «maquilla» s'imposent peu à peu comme « le » modèle de développement, à des gouvernements devant gérer une hausse croissante de la population jeunes et sans emploi.

*Une libéralisation « forcée » de l'économie des Etats d'Amérique Centrale.*

Le traité de libre échange entre les Etats-Unis, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Salvador et la République dominicaine (ALEAC ou ZLEA) a été définitivement adopté par le Congrès américain à deux voix près<sup>23</sup>. Il doit permettre d'augmenter les exportations US vers l'Amérique centrale de 11,5 milliards de dollars. Le traité, soutenu par G.W Bush, vise à permettre à 80% des exportations américaines de produits industriels et de consommation de pénétrer immédiatement ces pays sans droit de douane. Les autres tarifs seront éliminés progressivement sur 10 ans. Pour les produits agricoles, l'élimination des barrières douanières sera étalée sur 15 ans, avec une disparition totale des droits de douane prévue dans 20 ans. Signé il y a un an, l'Aleac doit encore être ratifié par trois pays avant d'entrer en vigueur. Il se heurte cependant à un activisme féroce du Président Chavez qui compte bien faire échouer le projet qualifié de « farce annexionniste ».

*Un secteur agricole déstabilisé.*

Actuellement l'agriculture familiale de nombre de zones rurales vit une situation alarmante.

On constate deux choses, le renforcement des agro-industries au détriment des petits producteurs. La baisse des superficies cultivées est conséquente en particulier pour les grains de base : café<sup>24</sup>, maïs et haricots ; au détriment d'importations de tourtes de soja et de farines de maïs venant des USA et destinés à l'approvisionnement de fermes industrielles de production de porc, poulet, œufs...Au-delà d'un renversement des habitudes alimentaires (le haricot, aliment traditionnel ne représente plus, en moyenne, que 8ks par habitant et par an, alors que le poulet atteint près de 20kgs), ceci conduit, outre l'impact sur le taux de chômage, à un exode important, comme au Nicaragua et au

---

<sup>23</sup> 217 voix pour, 215 contre.

<sup>24</sup> Les exportations de café ont été divisées par 2,5 au Costa Rica entre 1998 et 2002.

Honduras ces dernières années, et ce en direction des grands centres urbains ou directement à l'étranger, vers les Etats-Unis.

Ce phénomène peut aussi influencer l'augmentation de plantations de « substitution » c'est-à-dire l'extension des cultures de drogues (cannabis, pavot) constatées ces dernières années dans les pays de l'isthme.

Les pays d'Amérique centrale sont entrés dans un long processus de normalisation démocratique ces dernières années, mais il est bon de rappeler que, dans la mesure où cette "démocratisation" coïncide avec une libéralisation des politiques économiques et une consolidation des liens de dépendance à l'égard du Nord (et en particulier des Etats-Unis) et des entreprises transnationales, elle risque de continuer à accroître les inégalités et le mécontentement social.

### **2.3 L'Amérique Centrale et la nouvelle donne politique en Amérique latine.**

Le poids géopolitique de la marée rouge des dernières échéances électorales en Amérique latine ne peut être considéré comme neutre pour l'Amérique Centrale. Il traduit d'une part un bouleversement profond de la mainmise US sur la région, il est surtout l'écho d'un mécontentement face à un modèle économique impulsé par Washington.

*La doctrine de Monroe mise en échec ?*

La carte politique de l'Amérique latine bascule visiblement à gauche...reste la Colombie et le Paraguay, et une incertitude pour ce qui concerne l'Equateur et le Pérou, marqués par un risque de basculement aux prochaines échéances nationales. Cette tendance atteint aussi l'Amérique Centrale<sup>25</sup> malgré sa proximité géographique et sa dépendance économique (l'Amérique centrale survit grâce à l'argent envoyé par ses émigrés installés aux USA. L'ancien maire de Mexico, Andrés Manuel Lopez Obrador se présentera au présidentielles du 2 juillet en

---

<sup>25</sup> Du Guatemala au Costa Rica comme l'ont montré les dernières élections au Honduras et au El Salvador, l'enracinement à droite reste cependant solide.

étant bien placé, de même qu'au Costa Rica Oscar Arias Sanchez risque de l'emporter. Il faudra aussi attendre les résultats au Nicaragua en novembre. Faut-il en conclure que le poids de la dépendance économique et politique américaine n'est plus supportable et que l'offensive de la « révolution Bolivarienne » de Chavez est capable de renverser la donne géopolitique dans la région ? Riordan Roett, directeur des études latino-américaines à l'université John Hopkins, dans le Maryland affirme que « *les Etats-Unis n'ont vraiment aucune idée des bouleversements en cours dans la région* ».

Dans tous les cas il s'agit bien d'une mise en échec de la doctrine de Monroe, et de l'emprise de Washington dans leur « arrière cour ».

#### *Mobilisation contre le libéralisme*

Derrière le président Chavez, cinq pays ont formé une barrière contre la ZLEA, lors de la réunion de 34 chefs d'Etat d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud et de la Caraïbe d'octobre 2005 à Mar Del Plata, empêchant ainsi la mise en place de l'accord.

Il semble en effet que le basculement politique actuel soit le fruit d'un mouvement plus profond et du aux vingt-cinq années de libéralisme économique qui n'a pas réussi à stabiliser économiquement ces pays, dont la moitié de leur population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le choix de l'orientation libérale de l'économie, choix fortement « inspiré » par Washington n'a en fait bien souvent profité qu'aux grandes sociétés agroindustrielles d'exportation. En fait, le retard de la région en matière de développement reste inexplicable compte tenu des ressources que l'on peut y trouver.

Ainsi, il semble que Washington soit considéré par l'opinion publique, à tort ou à raison, comme le catalyseur d'un mécontentement né de l'incapacité des gouvernements d'Amérique centrale, et latine, à lutter contre la pauvreté et l'inégalité, et cédant aux pressions considérables du FMI et de la Banque Mondiale ; ce qui explique ce courant anti américain latent qui explose aujourd'hui.

## TROISIEME PARTIE

---

### **« L'accroissement du trafic de stupéfiants dans un contexte de fragile équilibre des dividendes de la paix. »**

Le trafic de drogue doit être considéré comme une menace pour la stabilité sociale des gouvernements issus des processus démocratiques des années 1990, aujourd'hui fragilisés par les difficultés économiques liées à la globalisation marchande de l'Amérique Centrale. En effet, les sociétés centraméricaines restent profondément inégalitaires. Elles doivent, aujourd'hui encore, faire face à une situation de reconstruction difficile, avec une population flottante (soldats démobilisés et anciens guérilleros) qui continue à nourrir un chômage endémique et a facilité la création de mafias locales issues de la lutte anti-insurrectionnelle. Dans le même temps le développement de la délinquance, multipliée jusque par cinq dans certains pays, et surtout le phénomène des « maras », qui envahissent nombre d'Etats de l'isthme, ne peut que faciliter la pénétration du tissu social par les réseaux des trafiquants de drogues.

#### **3.1 Des sociétés fragilisées par la criminalité post-conflit.**

Un des premiers acquis, fragile mais majeur, de ces dix dernières années est sans conteste la démobilisation des acteurs de la guerre et la prééminence naissante du pouvoir civil sur les militaires. Il ne faut cependant pas oublier les traces d'un passé encore proche avec près de 80.000 civils assassinés ou disparus au Salvador durant la guerre, et 200.000 au Guatemala. Mais ces réussites peuvent être menacées. Des inégalités sociales extrêmes continuent à se développer provoquant chez la majorité de la population un sentiment de désillusion et facilitent le développement de la délinquance et des dérives mafieuses.

### *Des sociétés très inégalitaires*

Le fort sentiment de frustration des populations pourrait faciliter une mobilisation des thématiques sociales exprimant « l'échec de la paix ». En effet, plusieurs Amériques Centrales coexistent de façon plus ou moins conflictuelle. Plus de 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les différences sont très importantes, par exemple entre le Guatemala et le Honduras, entre le Costa Rica et le Nicaragua<sup>26</sup> ; mais aussi à l'intérieur des populations car ces sociétés sont essentiellement duales. Mais au niveau politique, entre les sandinistes et les libéraux nicaraguayens, au niveau culturel entre les Mayas et les « garifunas » guatémaltèques, au niveau économique entre des couches ayant un niveau de vie plus que confortable évoluant dans le confort et le luxe, et une importante partie de la population ayant un niveau de vie misérable évoluant dans l'indigence et l'exclusion. Les chiffres moyens concernant les revenus, le niveau d'instruction, l'espérance de vie, le taux du chômage permettent de déceler l'existence d'une Amérique Centrale à plusieurs mondes. Divers groupes peuplant la petite Amérique Centrale vivent encore aujourd'hui dans des univers très différents. Masquer cette réalité permet de ne pas repérer les tensions sociales et les conflits potentiels. Les inégalités extrêmes produiront-elles alors de nouveaux vecteurs de déstabilisation capables de menacer les acquis de la démocratie ? Dans tous les cas, le recours à un nouveau type de violence, non militaire et plus diffuse, prenant plusieurs formes : délinquance, violence conjugale, kidnapping, formation de gangs de jeunes appelés « maras », consommation de drogue, se développe comme s'il s'agissait d'une compensation symbolique des insuffisances sociales post conflit.

### *Plus de guerre mais de nouvelles formes de violence.*

Suite aux accords de paix signés pour arrêter les conflits armés internes en Amérique Centrale à la fin du 20ème siècle, il a été procédé au désarmement des groupes armés hors-la-loi ainsi qu'à la réduction des effectifs des armées. Il a fallu

---

<sup>26</sup> 75% des Nicaraguayens et 65,9% des foyers honduriens et 52% de la population Salvadorienne vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

d'abord promulguer une loi d'amnistie pour les combattants de toutes les tendances. Les Contras nicaraguayens ont intégré le parti UNO, le FMLN salvadorien est devenu parti politique, l'URNG guatémaltèque s'est intégré à l'alliance politique « Nouvelle Nation ». Mais les lendemains du désarmement de ces groupements ne furent pas aussi simples. La réinsertion<sup>27</sup> n'a pas réussi au mieux et, par la suite, tous ces hommes qui ne savaient que faire la guerre se sont trouvés sans avenir, à la rue. Ils continuèrent autrement à « faire leur métier » : la violence<sup>28</sup>. Des armées privées de narcotrafiquants, des milices au service de grands propriétaires, des bandes de délinquants, s'organisent. Celles-ci sont venues nourrir les pratiques de recours à la violence développées au sein de la société civile pendant des années d'affrontements armés. Une grande partie de l'insécurité et de la délinquance qui traverse l'Amérique Centrale provient de cette culture de la violence nourrie par l'arrivée de ces gens au chômage et armés. Le climat actuel est à l'augmentation de l'insécurité et à la décomposition de sociétés délaissées par l'Etat et menacées par des dérives diverses, politiques, économiques ou culturelles.

#### *Un nouveau fléau incontrôlable : les gangs de jeunes*

Selon des données officielles, l'origine des « maras » remonte aux années 1980, à Los Angeles, aux États-Unis; c'était à cette époque une manière de regroupement d'éléments marginaux de l'émigration salvadorienne comme les gangs «Locos », « Mara R », « Mao Mao », « Maquina », « 1-5 Amigos » et « Street Thug Criminals ». Il se produisit alors une assimilation de ce modèle par divers types de secteurs, mais avec une prédominance de jeunes et d'adolescents appartenant aux autres sociétés d'Amérique centrale et du Mexique. Les spécialistes lient l'existence de ces bandes au chômage, à l'émigration, à la marginalisation et surtout aux trafics de drogues, dont elles sont les véritables bras armés.

Au cours de la dernière décennie, les membres des gangs régionaux, 600.000 environ, se sont regroupés au sein de quelques 920 noyaux.

---

<sup>27</sup> Au Guatemala il faut compter avec un million de déplacés internes et externes et près de 300.000 réfugiés hors du pays.

<sup>28</sup> 1.500 assassinats par million d'habitants et par an au Salvador et au Guatemala.

Les perspectives sont alarmantes, étant donné que les activités de ces bandes centraméricaines se sont étendues au Mexique. Il ressort en effet, que des membres de la « Mara Salvatrucha » et de la « Mara 18 », deux « maras » majeures de l'isthme, ont été aussi localisés dans huit états mexicains, ce qui pose un réel problème à la sécurité nationale. Il en est de même au Honduras où l'on trouve plus de 500 groupes appartenant à ces bandes, soit environ 100.000 membres âgés de 8 à 35 ans, particulièrement violents, qui se subdivisent en petites bandes pour rendre plus opérationnel le contrôle des secteurs. Dans les rues, il y a eu de nombreuses confrontations entre les différentes *maras*, mais quand elles se font arrêter, elles se protègent mutuellement et font cause commune. Cette forme d'organisation leur donne de la force et assure qu'elles n'agissent pas sans ordre direct de leurs leaders, ils consomment et vendent de la cocaïne et de la marijuana et contrôlent les quartiers populaires des principales villes

En prison, les « mareros<sup>29</sup> » guatémaltèques se sont fait connaître par le massacre de Pavoncito, où le 24 décembre 2002 ils tuèrent 14 personnes en prison. L'histoire s'est répétée il y a quelques semaines au Centre de détention préventive de la Zone 18, par l'assassinat de sept autres accusés avec un haut niveau de violence et une extrême cruauté.

Ces bandes sont entrées dans une logique de confrontation directe avec les gouvernements et des institutions en place.

La Mara Salvatrucha menace : « Nous allons contrôler tout le Salvador »<sup>30</sup>. Dans ce pays, où l'on compte 6,2 millions d'habitants, la densité de sa population est de 298 habitants au kilomètre carré, la pauvreté affecte 52 pour cent de la population. Le tableau social révèle que 82,9 pour cent des familles qui ont des jeunes dans les gangs vivent dans la pauvreté ; dans 72,7 pour cent d'entre elles, la mère est chef de famille.

Selon une étude de la Police nationale civile (PNC), les bandes du Salvador sont organisées en 309 groupes, les plus nombreux se trouvant à San Salvador,

---

<sup>29</sup> Membres de maras.

<sup>30</sup> Selon des statistiques extraites de l'enquête « *Barrio Adentro* » réalisée sous les auspices de l'Université centraméricaine (UCA) et de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), rien qu'au Salvador les membres des *maras* sont entre 30.000 et 35.000 jeunes.

Usulután et La Libertad, avec 15 mille membres. On y entre dès l'âge de neuf ans, et l'augmentation du nombre des délinquants est directement lié avec la politique Américaine car le gouvernement des États-Unis a prévenu qu'il expulserait tout jeune étranger qui serait condamné en tant que membre d'une bande pour un crime violent.

Au Guatemala, dans les rues de Ciudad Quetzal, province de Sacatepéquez, les professeurs et 5400 élèves de 18 collèges vivent, travaillent et étudient sous la terreur des gangs qui dominent la ville dans les faits. La situation est devenue plus tendue après qu'en mars 2003 les gangs aient menacé : « Les collèges qui fonctionnent, nous allons les attaquer. »

Au Nicaragua et au Honduras, les gangs déclarent aussi directement la guerre au gouvernement. Le président Ricardo Maduro a lancé un plan de sécurité qui a été approuvé à l'unanimité par le Congrès, alors que la ville de San Pedro Sula, au Honduras, est contrôlée presque totalement par les bandes de délinquants armés de pistolets et de poignards. Les drogues et la mort y sont une affaire quotidienne. Dans cette ville, la quatrième d'Amérique latine en terme de violence, après Medellín, Cali et Caracas, opèrent quelques 36.000 délinquants.

A partir d'août 2004, sous l'inculpation de crime et après une vaste offensive policière, quelque 1 600 des principaux chefs de file ont été mis en prison; cette action a réduit les «coups» de 70% et a permis de saisir d'importantes quantités de narcotiques, en route pour le marché nord-américain. Le pasteur Mario Fumero,<sup>31</sup> affirme que « derrière les mareros on trouve les narcotrafiquants et les délinquants. Le prêtre a affirmé qu'on pourrait bien considérer les gangs comme des bandes criminelles organisées, car « elles ont une structure à l'échelle de l'Amérique centrale et s'aident mutuellement pour affronter ce qu'elles qualifient de lutte de l'État contre elles-mêmes. Les mareros se sentent acculés, et il faut s'attendre à ce qu'ils réagissent violemment. »

### **3.2 Intégration régionale et lutte contre la délinquance**

L'intégration politique régionale de l'isthme reste difficile à réaliser.

---

<sup>31</sup> Il se consacre depuis 30 ans à la réhabilitation des délinquants et des alcooliques juvéniles.

Elle trouve avec le phénomène des « maras » un point de convergence et un enjeu social majeur. L'ensemble des Etats centraméricains met ainsi en œuvre une réaction commune face à cette menace qui dépasse les seules frontières nationales ; mais le nouvel arsenal législatif peut-il se passer d'une politique de prévention efficace ?

*Politique de répression et lois anti-maras.*

Tous les gouvernements centraméricains actuellement confrontés au phénomène des « maras » ont déclaré la guerre aux gangs et mis en place un dispositif répressif législatif et opérationnel. Ceci exprime bien l'importance des enjeux en termes de menace contre l'équilibre social et politique.

Ainsi depuis 2002, au Honduras, à l'initiative du président Ricardo Maduro la Chambre Haute a approuvé une modification pour durcir les lois contre les gangs. La nouvelle loi inflige une peine de 9 à 12 ans de prison et une amende pouvant s'élever à 12 mille dollars aux chefs de bandes.

Au Salvador, dans le cadre du plan « *Mano Dura* » du gouvernement salvadorien, le président Francisco Flores a impulsé une loi similaire, également approuvée par le Congrès : le seul fait d'appartenir aux « maras » est considéré comme un délit. De plus, il est stipulé que les mineurs, même âgés de douze ans, qui ont commis des crimes seront jugés comme des adultes.

Au Guatemala, le gouvernement a conçu une réglementation semblable. Localement, les autorités locales prennent aussi les devants et dans certaines localités de l'intérieur du pays, les maires et les chefs de la police ont uni leurs forces pour combattre les « maras ».

Le Nicaragua cherche à approuver des lois similaires, bien que dans son cas les autorités aient instauré une coopération avec la société civile pour neutraliser les bandes.

Le 16 janvier 2003, ces pays ont signé un « traité antigangs » afin de coordonner les efforts de leurs forces de police pour le démantèlement des « maras ».

Des opérations d'envergure ont été lancées, « Liberty » au Honduras en août 2003, « Firm Hands » au Salvador en juillet, « Broom » au Guatemala en août, et « Blade » au Mexique ; même si les résultats ont été mitigés.

La lutte reste difficile car bien souvent les chefs des « maras » se localisent aux USA d'où ils pilotent l'activité de leurs bandes. Mais la solution à ce phénomène ne réside pas seulement dans l'application d'une politique répressive.

Selon le gouvernement du Honduras, 77% des jeunes entrent dans les « maras » avant l'âge de 12 ans, à cause du chômage, de l'instabilité économique, de l'échec scolaire et du manque d'affection dans les foyers détruits.

*Des politiques inadaptées aux maux face au pari de la réinsertion sociale.*

Le désenchantement populaire envers les politiciens s'est généralisé à travers l'isthme. Au Guatemala, les mesures prises par le gouvernement Serrano ont entraîné une détérioration accélérée du niveau de vie. La corruption est partout endémique. Les gouvernements n'ont plus l'argument de la guerre pour justifier ni les sacrifices ni les faibles performances. Les politiques économiques sont un enjeu de taille. Les diverses commissions de réconciliation ne peuvent pas éluder cette question. Il ne peut en effet y avoir de paix sans justice sociale. La Banque mondiale reconnaissait récemment que l'Amérique centrale avait un "énorme déficit en services sociaux" et avait un urgent besoin d'un "filet de sécurité pour les pauvres".

Bien que les expulsions massives<sup>32</sup> depuis les Etats-Unis contribuent de façon décisive au développement de la « Mara Salvatrucha » et de la « M18 » en Amérique centrale, cet apport extérieur ne suffit cependant pas à expliquer l'ampleur du phénomène.

Parmi les erreurs stratégiques de certains gouvernements figurent :

- une répression des mineurs aveugle,
- l'entassement dans les prisons, qui a conduit à des mutineries au sein de la population pénale.
- l'absence de programmes de restructuration familiale.
- la recrudescence des inégalités dans la distribution des revenus et l'accès aux services de santé et d'éducation,

---

<sup>32</sup> Selon la Police nationale civile (PNC), 2 812 personnes ont été expulsées au cours des huit premiers mois de 2003 ; parmi celles-ci, 1 061 avaient un casier judiciaire et 175 étaient membres d'un gang.

- une politique économique adaptée à la lutte efficace contre le chômage.

Une action coordonnée avec la société civile pour neutraliser les bandes est de plus en plus utilisée. La Police nationale du Nicaragua a ainsi constitué 123 comités sociaux de prévention des délits, et a tenu presque mille réunions avec les délinquants, organisé environ cinq mille rencontres entre les délinquants, leurs parents et les voisins. De plus, il a été créé des clubs de jeunes, des ateliers, et ils ont été aidés pour obtenir un emploi ou continuer leurs études.

Reste donc à trouver l'équilibre nécessaire. Pour une partie de l'opinion, au Honduras, en revanche, il faut faire comme à Los Angeles et à New York, où la violence des bandes s'est considérablement réduite. « Comment est-on parvenu à ce succès ? » se demande un éditorial récent. « A la base, les autorités de ces deux villes, les plus grandes des États-Unis, ont combiné de manière équilibrée les actions conçues pour renverser cette tendance destructrice qui rongait le tissu social ». L'éditorial continue : « *Les États-Unis ne se sont pas engagés dans une vive controverse sur la question de savoir si la voie pour en finir avec les bandes était la répression ou au contraire la rééducation fondée sur des valeurs morales, éthiques et spirituelles. La police a réalisé son travail de manière exhaustive, en capturant et en conduisant devant les tribunaux les mareros, tandis que la société, les églises et les groupes des droits civils, simultanément et sans attaquer l'autorité, organisaient leurs programmes de formation.*

Le Costa Rica, qui peut aussi servir d'exemple en la matière, a trouvé dans le renforcement de la démocratie, la mise en œuvre d'une politique sociale forte, et une démilitarisation achevée, les ingrédients efficaces de la paix sociale.

La complémentarité entre la mobilisation nationale institutionnelle (cohérence, légalité et efficacité de l'action policière) et celle de la société civile semble être la voie à suivre pour améliorer significativement la lutte contre les « maras » et contre la violence croissante de ces sociétés.

### **3.3 Drogue et corruption.**

L'avènement de la démocratie n'a pas débouché sur l'établissement de gouvernements efficaces et intègres.

Le clientélisme et la corruption, plus visibles qu'auparavant, provoquent des scandales en cascade, grèvent les ressources publiques, confortent la timidité des bailleurs de fonds internationaux et nourrissent la désillusion de la population. La corruption reste donc un mal endémique qui frappe l'ensemble des Etats de l'Isthme, même si certains sont beaucoup plus touchés et que les actuels dirigeants ont commencé à prendre au sérieux la lutte contre cette menace.

*Corruption : prise de conscience d'un mal profondément enraciné*

Les anciens chefs de groupes armés, qu'il s'agisse de la guérilla, des "escadrons de la morts" ou des militaires, se sont reconvertis dans les affaires avec des méthodes peu orthodoxes. Et surtout, aux dépens des intérêts de ceux qu'ils étaient censé défendre. Les trafics de drogue ou d'armes qui finançaient tous les partis n'ont pas cessé avec les hostilités et restent une importante source de revenus pour les anciens chefs de guerre de tous bords.

La drogue, qui a été instrumentalisée durant la décennie reaganniène,<sup>33</sup> est omniprésente et est devenue un élément indispensable à toute réflexion économique ou politique sur la région.

La corruption de fonctionnaires, d'organes et d'institutions de l'Etat, incrustée dans l'appareil gouvernemental et les situations nouvelles et rendent les pays ingouvernables sont en train d'affaiblir les fragiles Etats de droit et d'augmenter le manque de confiance dans les institutions et les systèmes politiques. La corruption évidente et scandaleuse des fonctionnaires, des institutions, des partis politiques et des corps de sécurité est présente dans toute la région et attire l'attention de l'opinion publique. Ce manque de gouvernance en Amérique centrale est porteur d'effets pernicioeux sur la reconstitution des Etats de droit et leur fragilité, sur l'adaptation institutionnelle aux nouvelles situations et exigences sociales, sur la légitimité et la crédibilité des systèmes politiques et sur la qualité morale des secteurs du pouvoir de l'Etat pour protéger et garantir l'application des droits de l'homme.

Mais globalement les gouvernements en place s'engagent de concert dans l'assainissement de leurs administrations. La corruption est un facteur qui pourrait

---

<sup>33</sup> Plus particulièrement entre la CIA et trafiquants de cocaïne sud-américains, pour financer les Contras.

rapidement décourager l'aide internationale et nationale, et les dirigeants centraméricains en sont parfaitement conscients.

La corruption et la responsabilité publique étaient des questions-clés abordées lors des élections des pays de la région en 2002 et 2001. Dans au moins deux pays, des chefs de gouvernement qui n'ont quitté leurs fonctions que récemment sont en train d'être poursuivis en justice pour violations présumées des lois de la probité publique. Certains gouvernements ont ouvert des enquêtes spéciales sur des projets publics ; plusieurs cherchent à renforcer la législation et les institutions tendant à maîtriser la corruption et à assurer une plus grande responsabilité et transparence au niveau de la gouvernance.

*Deux exemples : le Mexique et le Guatemala.*

Le Guatemala et le Mexique sont deux exemples intéressants dans la mesure où le premier vient d'être inscrit par la DEA comme un des territoires prioritaire, l'autre parce qu'il est particulièrement représentatif de ce qu'a pu être l'imbrication entre pouvoir et cartels de la drogue.

Le Guatemala, nous l'avons vu, est devenu une zone de production, d'élaboration, d'exportation et de transit de drogue. En janvier 2006, l'arrestation de trois des principaux chefs de la lutte contre le narcotrafic<sup>34</sup> et la saisie concomitante d'une tonne de cocaïne provenant du Venezuela, a mis en évidence la pénétration de l'appareil policier guatémaltèque par les trafiquants de drogue et des liens directs avec le cartel de Jurez. Mais en 1996, déjà, un ex-agent des services de renseignements militaires engagé dans la lutte anti-insurrectionnelle était arrêté pour corruption active et révélait l'existence d'une mafia issue de ces services. En fait les structures parallèles créées pour lutter contre la guérilla avaient créé leur propres réseaux de contrebande et intégré le trafic de drogues. L'argent servait à la lutte anti-insurrectionnelle mais aussi à acheter les juges, s'allier les fonctionnaires clé et à l'enrichissement personnel.

Bien que le gouvernement Portillo se soit, dès 2000, son engagement dans une lutte déterminée contre la corruption, en destituant la moitié des chefs de la police

---

<sup>34</sup> Adan Castillo Lopez, Jorge Aguilar Garcia, Rubillo Orlando Palacio du SAIA (service d'analyse et d'information antinarcotique).

et en réorganisant les services, la DEA affirme que si rien n'est fait le pays peut se transformer en « mini Colombie » et que la corruption est endémique à tous les niveaux de l'administration. Le président Portillo est actuellement exilé au Mexique et recherché au Guatemala pour répondre, de même que son prédécesseur Alvaro Arzu, des charges de corruption qui pèsent sur lui...

Les organisations de trafic de drogue sont extrêmement compartimentées afin de ne pas compromettre l'organisation avec l'arrestation d'un ou de quelques uns de ses membres.

Les militaires sont aussi infiltrés par les narco trafiquants. En 1991, le lieutenant colonel Carlos Ochoa, diplômé de l'école de guerre américaine tombe pour trafic de drogue, comme 31 autres militaires de haut rangs depuis 1986. L'administration américaine est intimement convaincue de l'infiltration des services de renseignements militaires guatémaltèques et a demandé une enquête des Nations Unies. En octobre 2005, l'Etat major de la deuxième brigade d'infanterie à Zzacapa est soupçonné par la DEA, et les investigations montreront que les pistes d'atterrissage de la base étaient utilisées par des avions transportant de la drogue. Plusieurs militaires de haut rang se verront suspendre leur visa pour les USA. Plus récemment des arrestations similaires ont eu lieu au sein des forces spéciales en septembre 2005. Le ministre de l'intérieur reconnaît lui-même que « les trafiquants de drogue ont infiltré l'Etat à tous les niveaux ».

Contrairement au Guatemala où, l'infiltration au sein des institutions et la corruption se fait par la base puis remonte vers le sommet de la hiérarchie, le Mexique présente l'exemple contraire.

Les présidents successifs du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) ont, depuis les années 1980, assis leur pouvoir en s'appuyant sur les cartels et en leur laissant la marge de manœuvre nécessaire à leur activités ; avant que le parti d'opposition le Part d'Action Nationale, (PAN) n'emporte les élections et s'engage dans la lutte contre la corruption et le trafic de drogues. Mais au sein même du PAN certains leaders sont soupçonnés d'être des narco-politiciens.

Ce combat reste difficile ; l'impunité acquise par les membres du PRI et les complicités de tous niveaux, parfois cautionnée par Washington, reste un des

obstacles majeurs de ce combat. Jean François Boyer, qui a étudié les rapports entre l'Etat et les narcotrafiquants, conclue que « le Mexique n'accédera pas au statut de démocratie respectable tant que la lumière ne sera pas faite sur l'histoire du narco pouvoir ».

En mars 2004, le procureur général de la République, Rafael Macedo de la Concha, a ordonné une opération coup de poing dans 13 États (sur 31). L'armée mexicaine a fait irruption, simultanément, dans 16 dépendances du ministère de la Justice chargées de la lutte contre le trafic de stupéfiants. Il estime que 15% du personnel qui travaille au sein de cette institution est de mèche avec les cartels de la drogue, ce qui voue toute action policière à l'échec.

L'envergure de cette opération démontre à quel point les cartels de la drogue ont pénétré les corporations policières et judiciaires. Le chef de l'anti-drogue de la ville de Tijuana et de ses six acolytes, surpris en flagrant délit de corruption par l'armée (il tentait de monnayer pour deux millions de dollars, la libération d'un capo de la drogue et de son chargement de 5 tonnes de marijuana) ont aussi été arrêtés avant de lancer cette opération d'envergure.

Lors de sa prise de fonction, il y a juste deux ans, le président Vicente Fox avait annoncé une croisade contre le trafic de drogue et la corruption, estimant que c'était une question de sécurité nationale ; d'une part, il est parti en guerre contre les cartels qui produisent, acheminent et commercialisent la drogue, d'autre part, il tente de nettoyer toutes les institutions gangrenées par la corruption qu'engendre l'argent de la drogue.

Néanmoins, depuis deux ans, 10 500 délinquants ont été arrêtés, 36 tonnes de cocaïne, 717kg d'opium, 439kg d'héroïne et des millions de doses d'amphétamines et de métanphétamines ont été saisi.

Un combat qui reste donc difficile tant les cartels mexicains sont puissants, tant les intérêts financiers en jeu sont importants.

## CONCLUSION

L'isthme centraméricain après avoir été déchiré par une vingtaine d'années de conflits, s'est résolument engagé dans le processus démocratique en s'éloignant des tentations extrémiste, qu'elles soient véhiculées par l'idéologie communiste ou par les dérives autoritaristes de gouvernements militaires. Ainsi, le Nicaragua Sandiniste s'est transformé en un pays à l'économie libérale et les guérilleros salvadoriens ou guatémaltèques se sont intégrés à la vie politique de leur pays. Tous les pays d'Amérique Centrale ont aujourd'hui un gouvernement élu.

Pour autant, cette région reste marquée par un contexte géopolitique où les acquis de la paix sont fragilisés.

Tout d'abord par un développement économique déséquilibré, porteur de désordres sociaux, qui a bouleversé l'équilibre démographique en favorisant l'exode rural sans donner d'emploi à la main d'œuvre qui quittait les campagnes. Le niveau de vie de la population reste bas. Les échanges économiques sont très tournés vers les Etats-Unis ; qui exercent encore un contrôle fort sur la région, alors que Washington a considérablement réduit l'aide bilatérale depuis la fin des conflits.

Ensuite politiquement, parce que la conscience politique des populations est aujourd'hui plus affirmée et revendicative ; elles tendent à vouloir s'affranchir de la tutelle américaine, comme le montrent les consultations nationales en Amérique latine. Il est difficile d'imaginer comment l'Amérique Centrale pourrait rester en dehors de cette actualité. Le risque de voir l'Amérique Centrale « d'en bas » sensibilisée aux idées de la « révolution bolivarienne » et s'opposer aux élites nationales plus ouvertes au discours libéral nord-américain, est bien réel. Or, les Etats-Unis ne sont pas prêts à s'écarter de cette région et y justifient aujourd'hui leur présence tout autant dans le cadre de la lutte contre la drogue que contre le terrorisme. Le danger d'une réaction autoritariste des Etats-Unis reste donc présent.

Enfin, et surtout parce que les sociétés centraméricaines nées de la paix, sont profondément marquées par ces conflits meurtriers et la lutte anti-insurrectionnelle ; marquées aussi par la violence criminelle et décomposées socialement. Elles n'ont pas apporté les réponses attendues et sont aujourd'hui prises dans les filets des mafias, cartels et autres gangs transnationaux qui se nourrissent des faiblesses de ces sociétés déstructurées.

L'argent de la drogue, l'augmentation de la production de stupéfiants et la corruption généralisée jusqu'aux plus hauts niveaux des Etats, montrent bien le rôle et la place des réseaux mafieux dans la région,

La drogue est et demeure un déterminant majeur de la géopolitique de l'isthme ; géographiquement, parce que sur un corridor entre une zone de production et la principale zone de consommation ; politiquement, parce qu'en ayant donné naissance à ce que l'on appelle aujourd'hui les « narco-politiciens » ; socialement, parce qu'entretenant des phénomènes de décomposition sociale comme les « maras », et en infiltrant l'économie et les rouages des administrations.

Les aspects propres à la géopolitique des drogues sont aujourd'hui en position de remettre en jeu l'équilibre géopolitique de l'isthme centraméricain, voulu et façonné par Washington, d'autant plus facilement qu'ils trouvent au sein de la société centraméricaine des facteurs démultiplicateurs. Mais si rien n'est fait pour corriger les inégalités sociales et neutraliser la puissance de la criminalité organisée, alors des explosions de violence sont à craindre, dans une région marquée par nombre de facteurs d'instabilité.

Le comportement des Etats-Unis, ici comme ailleurs dans le monde, déterminera donc le devenir de la région.

## ANNEXE 1

### « Les grands courants du narcotrafic en Amérique latine »



#### Production et trafic de drogue

- Principales zones de culture
- Blanchiment de l'argent
- BOLIVIE** Pays où sont pratiquées la transformation et la production de drogue
- Grand courant de trafic

## ANNEXE 2

### Indicateurs économiques en Amérique centrale 2001-2002

	<i>Costa Rica</i>		<i>El Salvador</i>		<i>Guatemala</i>		<i>Honduras</i>		<i>Nicaragua</i>	
	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002
% Variation du PIB	1.0	2.8	1.9	2.3	2.4	1.0	2.7	2.0	3.0	0.5
% Variation du PIB par habitant	-1.2	0.7	0	0.4	-0.3	-0.7	0.1	-0.6	0.3	-2.1
Exportations de biens et de services US\$M	6820	7158	3977	3870	3896	3809	2447	2371	919	906
Investissements étrangers nets US\$M	445	424	277	317	450	110	195	179	132	171
Virements actuels US\$M*	148	155	2004	2049	997	1680	871	760	336	375
% Variation des Investissements fixes bruts	3.7	7.9	0.2	3.0	1.7	6.0	-3.3	-3.7	-3.2	3.5
% Inflation	11	10	1.4	1.4	8.9	6.3	8.8	7.7	4.7	4.2
Chômage urbain %	5.8	6.8	7.0	7.1	n.a.	n.a.	5.9	6.2	10.7	12.9
Balance du secteur public % PIB	-2.9	-4.3	-3.6	-2.7	-2	-1.1	7.3	-5.2	11.5	-9
Termes de l'échange (1995=100)	94.5	93.5	80.2	79.2	82.9	81.8	101.6	98.8	70.9	70.5
Balance des paiements US\$ Milliards	-152	13	-178	-30	-474	-75	16	124	-266	-275
- Principalement des envois de fonds			/	n.d. = Non disponible						

Source : données de la CEPALC

## Bibliographie

---

### Ouvrages

- Alain Labrousse, « *Géopolitique des drogues* » *Que sais je ? juin 2004*.
- Alain Labrousse, Michel Koutouzis, « *Géopolitique et géostratégie des drogues* », *Economica*, janvier 1996.
- Thual François, « *Géopolitique de l'Amérique latine* », *Economica* 1996.
- J.F.Boyer, « *la guerre perdue contre la drogue* », Paris, La Découverte, 2001.
- Olivier Dabène, « *La région Amérique latine, interdépendance et changement politique* », références inédites, Presses de Sciences Po. 1997.
- G. Fabre, « *Les prospérités du crime. Trafic de stupéfiants, blanchiment et crises financières dans l'après guerre froide* », Paris, Editions de l'aube, UNESCO, 2000.
- P.D. Scott, J. Marshall, « *Cocaïne politics. Drugs, armies and the CIA in Central America* ». Berkeley, University of California Press, 1991.
- Claude Morin, « *Bibliographie sur le processus de paix en Amérique Centrale* », Université de Montréal, CEDAL, 1993.

### Documents officiels

- George Bush, « *National Security Strategy* » (Stratégie de Sécurité Nationale) 2002.
- Bush, « *Central America : defending our vital interests* », discours devant le Congrès, 29 novembre 1989.
- Sénat, rapport d'information du Sénat n°321 « *drogue: l'autre cancer* » (2002-2003).
- Ministère des Affaires Etrangères et du commerce International Canadien, « *Rapport National du Canada, Mise en œuvre du plan d'action du Sommet des Amériques* », Juin 2000-septembre 2003.

## Articles de revue

- Bernard Duterne, « *Guatemala : une économie libéralisée au service d'une minorité* », Vivant Univers, juin 2001.
- Bernard Duterme, « *Bilan d'une décennie de normalisation : Amérique Centrale, l'isthme oublié* », RISAL, 13 décembre 2003.
- Olivier Dabène, « *Amérique centrale : de la fin de la crise régionale à la poursuite des crises locales* », Cultures et Conflits, mai 2003.
- Mathieu, « *Conséquence de la politique des Etats-Unis en Amérique Centrale durant les années 80* », [www.confidentiel.net](http://www.confidentiel.net), 27 octobre 2003.
- Mathieu, *la lutte contre la drogue : nouvelle guerre de basse intensité ?*, [www.confidentiel.net](http://www.confidentiel.net), 9mars 2002.
- Lauren Dickerson, « *Costa Rica, praticien et exportateur du modèle de paix démocratique* », [www.irenees.net](http://www.irenees.net), 2004.
- Gaston Pardo, « *La criminalité post-conflit en Amérique Centrale, l'extension de la mara Salvatrucha* », Bajo palabras, 2mars 2005.
- Maria Victoria Valdes-Rodda, « *Amérique Centrale : Gangs de jeunes œil pour œil ?* » Gramma International, 26 janvier 2005.
- Mariano Aguirré, « *La drogue, alibi de Washington en Amérique Latine* », Le Monde Diplomatique, avril 1997.
- Alain Delpirou, « *Coca-Coke* », La Découverte, Paris, 1986.
- Alain Delpirou et Eduardo Mackenzie, "*Les cartels criminels. Cocaïne et héroïne : une industrie lourde en Amérique latine.*" Presses Universitaires de France, Collection Criminalité internationale, Paris, novembre 2000.
- Patrice Gouy, « *les cartels gangrènent le pays* » RFI-MEXIQUE, février 2006.
- Maurice Lemoine, « *les travailleurs centraméricains otages des maquillas* », Le Monde Diplomatique, mars 1998.

## TABLE DES MATIERES

---

<b>Introduction</b>	<b>P. 4</b>
<b>1.) Première partie : La position centrale de l'isthme Centre Américain dans le trafic de stupéfiants</b>	<b>P. 5</b>
<b>1.1.) L'isthme centre américain, zone naturelle d'échanges et de flux</b>	<b>P. 5</b>
- Emergence d'un intérêt international	<b>P. 5</b>
- L'hégémonie Américaine	<b>P. 6</b>
- Autres alternatives au trafic commercial par le canal	<b>P. 7</b>
- Routes commerciales et trafic de stupéfiants	<b>P. 7</b>
<b>1.2.) Géographie des stupéfiants en Amérique Centrale</b>	<b>P. 8</b>
- Développement des zones de production en Amérique Centrale.	<b>P. 8</b>
- Une présence intégrée des réseaux de trafic de drogue dans l'isthme.	<b>P.10</b>
<b>1.3.) <i>Le Mexique, plaque tournante du trafic de stupéfiants aux portes des Etats-Unis</i></b>	<b>P.11</b>
- Des exportations en expansion constante	<b>P.11</b>
- .Les cartels Mexicains.	<b>P.12</b>
<b>2.) Deuxième partie : Continuum de la présence Américaine en Amérique Centrale</b>	<b>P. 14</b>
<b>2.1.) De la doctrine contre insurrectionnelle à la lutte contre la drogue</b>	<b>P. 15</b>
- La lutte contre les mouvements révolutionnaires	<b>P. 15</b>
- La lutte contre la drogue : permanence de la présence Américaine dans l'isthme.	<b>P. 16</b>
<b>2.2.) Enjeux économiques et commerciaux des Etats-Unis en Amérique Centrale</b>	<b>P. 17</b>
- Enjeux économiques et politique de sécurité nationale Américaine.	<b>P. 17</b>
- Une main d'œuvre « de proximité » bon marché.	<b>P.19</b>
- Une libéralisation « forcée » de l'économie des Etats d'Amérique Centrale.	<b>P. 20</b>
- Un secteur agricole déstabilisé.	<b>P. 20</b>
<b>2.3.) L'Amérique Centrale et la nouvelle donne politique en Amérique Latine</b>	<b>P. 20</b>
- La doctrine de Monroe mise en échec	<b>P. 21</b>
- Mobilisation contre le libéralisme	<b>P. 21</b>

<b>3.) Troisième partie : L'accroissement du trafic de stupéfiants dans un contexte de fragile équilibre des dividendes de la paix.</b>	<b>P. 23</b>
<b>3.1.) Des sociétés toujours fragilisées par les inégalités</b>	<b>P. 23</b>
- Des sociétés très inégalitaires	<b>P. 24</b>
- Plus de guerre, mais de nouvelles formes de violence	<b>P. 24</b>
- Un nouveau fléau incontrôlable : les gangs de jeunes	<b>P. 25</b>
<b>3.2.) Intégration régionale et lutte contre la délinquance</b>	<b>P. 27</b>
- Politique de répression et lois anti-maras.	<b>P. 28</b>
- Des politiques inadaptées aux maux face au pari de la réinsertion sociale.	<b>P. 29</b>
<b>3.3.) Drogue et corruption.</b>	<b>P. 30</b>
- La corruption : prise de conscience d'un mal profondément enraciné	<b>P. 31</b>
- Deux exemples : le Guatemala et le Mexique	<b>P. 32</b>
<b>Conclusion</b>	<b>P. 35</b>
<b>Annexe</b>	<b>P. 36</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>P. 38</b>

